

ANALYSE BUDGÉTAIRE

Canada : mise à jour économique et budgétaire de 2021

Les conditions économiques plus favorables embellissent la situation financière du gouvernement fédéral

FAITS SAILLANTS

- ▶ L'amélioration des conditions économiques entraîne une réduction des déficits budgétaires prévus. Au total, ce sont 59,8 G\$ qui sont retranchés aux déficits attendus d'ici 2025-2026.
- ▶ Le solde budgétaire pour l'exercice 2020-2021 passe ainsi de -354,2 G\$ à -327,7 G\$.
- ▶ La dette du gouvernement fédéral devrait s'élever à 1 358,9 G\$ au 31 mars 2027, contre 721,4 G\$ au 31 mars 2020. Le ratio de la dette par rapport au PIB pourrait atteindre un sommet de 48 % au 31 mars 2022 pour ensuite diminuer graduellement vers 44 % au 31 mars 2027.
- ▶ Les nouvelles mesures introduites dans la mise à jour d'aujourd'hui sont relativement modestes. Il faudra attendre au prochain budget pour connaître les véritables nouvelles politiques du gouvernement fédéral qui feront écho aux mesures promises lors de la dernière campagne électorale.

TABLEAU 1

Sommaire des opérations

EN G\$ (SAUF SI INDIQUÉ)	RÉEL	PROJECTIONS					
	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027
Revenus budgétaires	316,5	370,5	391,7	413,9	435,7	458,9	481,0
Variation (%)	-5,3	17,1	5,7	5,7	5,3	5,3	4,8
Dépenses de programmes	-608,5	-480,2	-416,3	-420,4	-427,0	-442,5	-455,2
Variation (%)	79,8	-21,1	-13,3	1,0	1,6	3,6	2,9
Frais de la dette	-20,4	-24,5	-26,0	-31,4	-35,6	-38,6	-40,9
Variation (%)	-16,7	20,3	6,1	20,8	13,4	8,4	6,0
Pertes actuarielles nettes	-15,3	-10,3	-7,9	-5,9	-2,3	-0,5	2,0
Solde budgétaire	-327,7	-144,5	-58,4	-43,9	-29,1	-22,7	-13,1
Dette fédérale ¹	1 048,7	1 191,6	1 250,0	1 293,9	1 323,0	1 345,7	1 358,9
Variation (%)	45,4	13,6	4,9	3,5	2,2	1,7	1,0
Revenus budgétaires (% du PIB)	14,3	14,9	14,8	15,0	15,2	15,4	15,6
Dépenses de programmes (% du PIB)	27,6	19,3	15,7	15,2	14,9	14,9	14,8
Frais de la dette publique (% du PIB)	0,9	1,0	1,0	1,1	1,2	1,3	1,3
Solde budgétaire (% du PIB)	-14,8	-5,8	-2,2	-1,6	-1,0	-0,8	-0,4
Dette fédérale (% du PIB)	47,5	48,0	47,3	46,9	46,2	45,3	44,0

¹ Dette représentant les déficits cumulés incluant d'autres éléments du résultat étendu.

Sources : Ministère des Finances du Canada et Desjardins, Études économiques

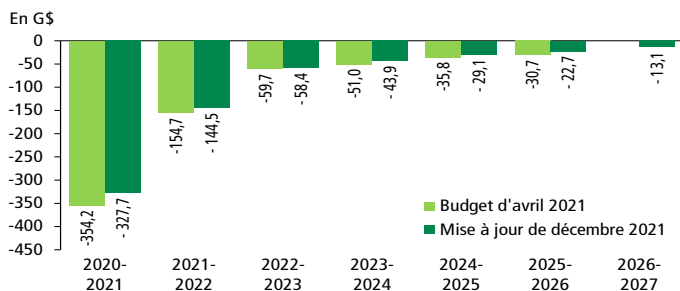
Jimmy Jean, vice-président, économiste en chef et stratège • Mathieu D'Anjou, directeur et économiste en chef adjoint • Benoit P. Durocher, économiste principal
 Desjardins, Études économiques : 514-281-2336 ou 1 866-866-7000, poste 5552336 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie

NOTE AUX LECTEURS : Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française, nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. MISE EN GARDE : Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement des caisses Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement des caisses Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques du Mouvement des caisses Desjardins n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement des caisses Desjardins. Copyright © 2021, Mouvement des caisses Desjardins. Tous droits réservés.

Malgré certains aléas, la récupération de l'économie canadienne s'est poursuivie depuis le budget d'avril. Le PIB réel devrait revenir à son niveau pré-pandémique au premier trimestre de 2022. Le nombre d'emplois est supérieur à celui observé avant la pandémie depuis septembre dernier et le taux de chômage est pratiquement redescendu au niveau de février 2020. De plus, la croissance des prix a été nettement plus rapide que prévu, ce qui entraîne une progression plus soutenue du PIB nominal. Ainsi, la mise à jour d'aujourd'hui prévoit une hausse du PIB nominal de 12,5 % en 2021 (un pronostic similaire à notre prévision), ce qui est nettement plus élevé que l'augmentation de 9,3 % prévue dans le budget du printemps dernier.

Cela se répercute positivement sur la situation financière du gouvernement du Canada. Comme on s'y attendait, les projections de la mise à jour publiée aujourd'hui comportent une réduction notable des déficits budgétaires prévus d'ici 2025-2026. En outre, le solde budgétaire pour l'exercice 2020-2021 passe de -354,2 G\$ à -327,7 G\$ (graphique 1). Au total, ce sont 59,8 G\$ qui sont retranchés aux

GRAPHIQUE 1
Le solde budgétaire s'améliore



Source : Ministère des Finances du Canada

TABEAU 2
Prévisions économiques et financières

CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE EN % (SAUF SI INDIQUÉ)	2020		2021p		2022p	
	Mise à jour 2021	Mouv. Desj.	Mise à jour 2021	Mouv. Desj.	Mise à jour 2021	Mouv. Desj.
PIB réel	-5,2	-5,2	4,6	4,5	4,2	3,9
Déflateur du PIB	0,7	0,7	7,6	7,6	2,2	2,1
PIB nominal	-4,5	-4,5	12,5	12,4	6,6	6,1
Bons du Trésor – 3 mois	0,4	0,4	0,1	0,1	0,5	0,6
Obligations fédérales – 10 ans	0,8	0,8	1,4	1,4	1,9	2,2
Taux de chômage	9,5	9,5	7,6	7,5	6,1	5,7
Taux de change (¢ US/\$ CAN)	74,6	74,6	80,0	79,5	80,6	80,6
PIB réel – États-Unis	-3,4	-3,4	5,6	5,5	3,9	3,5

p : prévisions

NOTE : Le total peut ne pas correspondre à la somme des parties en raison de l'arrondissement.

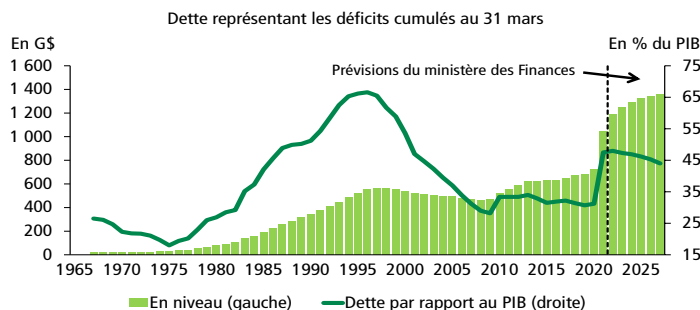
Sources : Ministère des Finances du Canada, Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

déficits attendus d'ici 2025-2026. La dette du gouvernement fédéral devrait donc augmenter un peu moins que prévu initialement au cours des prochaines années. Elle devrait néanmoins atteindre 1 358,9 G\$ au 31 mars 2027, contre 721,4 G\$ au 31 mars 2020 (graphique 2). Le ratio de la dette par rapport au PIB pourrait atteindre un sommet de 48,0 % au 31 mars 2022 pour ensuite diminuer graduellement vers 44,0 % au 31 mars 2027. Rappelons que ce ratio était descendu jusqu'à 30,7 % au 31 mars 2019.

En ce qui concerne les nouvelles mesures introduites dans la mise à jour d'aujourd'hui, elles sont relativement modestes. Voici un résumé des principaux éléments :

- ▶ 1,7 G\$ pour accroître l'accès à l'approvisionnement de tests de dépistage rapides au Canada.
- ▶ 2 G\$ pour obtenir des produits thérapeutiques et des traitements contre la COVID-19.

GRAPHIQUE 2
L'importance relative de la dette devrait diminuer à nouveau à compter de l'exercice 2022-2023



Sources : Ministère des Finances du Canada et Desjardins, Études économiques

- ▶ Élargissement du crédit d'impôt pour fournitures scolaires d'éducateur admissible afin de permettre aux enseignants de demander un crédit d'impôt remboursable d'une valeur de 25 % (par rapport à 15 %) pour des dépenses totalisant au plus 1 000 \$.
- ▶ 70 M\$ pour soutenir les projets de ventilation dans les immeubles publics et communautaires comme les hôpitaux, les bibliothèques et les centres communautaires.
- ▶ Un nouveau crédit d'impôt des petites entreprises pour l'amélioration de la qualité de l'air proposé à hauteur de 25 % du coût de la mise à niveau des systèmes de ventilation et de filtration de l'air (jusqu'à concurrence de 10 000 \$ par emplacement et de 50 000 \$ au total).
- ▶ 60 M\$ pour appuyer les travailleurs de l'industrie canadienne des spectacles sur scène au moyen du Fonds pour la résilience des travailleurs du secteur des spectacles sur scène du Canada.
- ▶ 50 M\$ pour aider à faire baisser la pression sur les chaînes d'approvisionnement du Canada en lançant un appel de propositions ciblé dans le cadre du Fonds national des corridors commerciaux qui permettra d'aider les ports canadiens à acquérir une capacité d'entreposage du fret et d'autres mesures pour atténuer la pression.
- ▶ 85 M\$ pour réduire les arriérés du système d'immigration du Canada, réunir les familles et accueillir les gens qui peuvent aider le Canada à remédier aux pénuries de main-d'œuvre.

Au cœur de la pandémie, le gouvernement canadien avait introduit une panoplie de mesures pour soutenir les Canadiens et les entreprises. Combinées aux effets néfastes de la COVID-19 sur la croissance économique, ces initiatives ont grandement détérioré la situation financière du gouvernement fédéral. Même si les incertitudes demeurent élevées, avec notamment la propagation du variant Omicron et l'amplification des problèmes d'approvisionnement découlant des inondations en Colombie-Britannique, les conditions économiques se normalisent de plus en plus au pays. Le sentiment d'urgence sanitaire qui prévalait encore lors du dernier budget fait ainsi de plus en plus place à des perspectives plus favorables, notamment grâce à une campagne de vaccination fructueuse. Par conséquent, les grandes orientations du gouvernement fédéral devront progressivement se concentrer sur l'après-pandémie. Durant la période de transition actuelle, on peut donc comprendre que les nouvelles initiatives annoncées dans la mise à jour d'aujourd'hui soient relativement modestes. Il faut dire que les incertitudes entourant la pandémie sont encore importantes, ce qui commande une certaine prudence. Ainsi, il faudra attendre au prochain budget pour connaître les véritables nouvelles politiques du gouvernement fédéral qui feront écho aux mesures promises lors de la dernière campagne électorale.